

DISCOURS DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Ouverture du Forum France Rio +20

Grande Halle de la Villette

Paris – Vendredi 8 juin 2012

Madame la Ministre,
Monsieur le Ministre,
Monsieur le Président du Club France Rio+20,
Mesdames et messieurs qui me permettez de m'exprimer au début de vos travaux, dans ce lieu symbolique, qui est celui de la science, de la découverte, de la culture,

Je suis heureux de m'adresser à ce qu'on appelle la société civile, qui est ici rassemblée dans le Club France Rio +20, où je retrouve associations, organisations non gouvernementales, entreprises, syndicats, personnalités, engagées depuis longtemps, depuis toujours, pour l'environnement et le développement durable.

Ma présence devant vous exprime d'abord une confiance. Une confiance dans les acteurs de la démocratie politique, sociale, civique. Elle illustre aussi une méthode, à la veille d'une importante Conférence, celle de la concertation et du dialogue. Un grand pays se conduit dans le partage des compétences, des intelligences, des convictions. Bien écouter, c'est déjà bien gouverner. Ensuite vient le temps indispensable de l'arbitrage, de la décision, de la prise de responsabilité. C'est dans cet esprit, avec cette méthode, que j'ai reçu les dirigeants des grandes formations politiques représentées au Parlement, à la veille de ce grand rendez-vous de Rio +20. C'est aussi cette méthode qui m'inspire en venant devant vous ce matin.

Ma présence traduit également une volonté que nous partageons, à quelques jours de la Conférence Rio +20, vingt ans après le sommet de la Terre, où je représenterai la France, d'appeler à une prise de conscience, à un véritable sursaut, car nous savons bien que les conditions de réussite de ce sommet ne sont pas aujourd'hui réunies.

Or nous attendons, au-delà des paroles qui seront prononcées, des présences, même s'il y aura aussi des absences, nous attendons des actes, et des actes non pas demain, des actes aujourd'hui. Ces actes devront faire naître un nouveau modèle de développement. Celui-ci sera une responsabilité. Une responsabilité devant le temps, devant l'espace, devant les autres formes de vie, devant ceux qui nous ont précédés, devant ceux surtout qui nous suivront.

Mon message, il est simple. Les pays développés ne sont pas les seuls au monde. Notre génération n'est pas la dernière de toutes et l'humanité n'est pas la seule espèce vivante sur la planète.

C'est pourquoi je veux que la France prenne sa part à l'émergence de ce nouveau monde, de cette nouvelle conscience, de cette planète qui doit elle-même prendre la dimension de ses propres limites.

Nous devons montrer l'exemple. Et là encore un changement est nécessaire. L'exemple, ce sera la Conférence environnementale que nous réunirons en France prochainement, et qui sera, à l'exemple de la Conférence sociale, un lieu de concertation, mais aussi de décision d'un Agenda dans le cadre duquel nous aurons à faire voter des lois, veiller à leur application, ouvrir des champs pour la négociation.

Nous avons à montrer l'exemple aussi pour réussir la transition énergétique et écologique. Nous devons cesser d'être dépendants comme nous le sommes encore trop aujourd'hui de nos importations d'énergies fossiles. Nous devons réduire davantage encore nos émissions de CO₂, ce qui exigera une efficacité énergétique, une sobriété dans nos modes de consommation et de transport, et une diversité dans les sources d'énergie.

Montrer l'exemple, c'est définir une politique avec des règles stables pour que chacun des acteurs, notamment les entreprises et les ménages, sache dans quel cadre il pourra investir, consommer, et également préparer l'avenir. Cela vaut pour les énergies renouvelables, cela vaut pour l'isolation thermique des bâtiments, comme pour les écotechnologies d'avenir.

Les entreprises qui s'engageront dans ces filières seront soutenues, et durablement, sans qu'à un moment une décision vienne remettre en cause les procédures fiscales, ou les avantages en termes de subventions qui ont été à un autre moment promis.

Le développement durable ce n'est pas simplement une précaution, c'est également un progrès scientifique, une innovation technologique, bref une croissance, une croissance nouvelle autour de l'économie verte qui sera d'ailleurs un élément fort du débat de Rio.

Mais pour nous cette économie verte est aussi une des conditions de notre redressement productif. Et nous avons des perspectives. Et nos entreprises sont parfois en avant-garde pour la création de véhicules propres, pour le développement de transports collectifs, pour la gestion de l'eau, pour l'invention de l'urbanisme de demain.

L'ensemble de cette politique, qui a donc une dimension économique, qui vise à créer des emplois, à améliorer le pouvoir d'achat et à préparer l'avenir, a aussi une dimension sociale.

La diversification de nos sources d'énergie constitue en effet, comme d'ailleurs l'économie verte, un gisement d'emplois, de surcroît non délocalisables, capables de mobiliser une épargne nouvelle et de nous offrir les conditions d'une meilleure compétitivité. Mais au-delà de ces enjeux économiques, il y a également la nécessité de lutter contre la précarité, et notamment la précarité énergétique. C'est la raison pour laquelle les biens publics, ce qu'on appelle les biens communs, l'air, l'eau, l'énergie en général, ne peuvent être livrés à la seule loi du marché, et une tarification progressive sera établie, s'agissant en particulier de l'électricité.

L'environnement, ce ne sont pas simplement des droits, ce sont également des devoirs. Sans précaution dans l'utilisation de nos ressources naturelles, il n'y a pas de solution au défi environnemental. L'enjeu est donc à la fois local, il s'agit des conditions de notre propre vie, de l'air que nous respirons. Mais il est également global, c'est l'avenir de la planète, sa richesse ou au contraire son épuisement, et surtout sa biodiversité, qui sont en jeu.

Je vous propose donc de reprendre toute notre place, la place de la France, dans la lutte contre le réchauffement climatique. C'est également un enjeu européen, à travers l'Europe de l'énergie. Et nous avons à y travailler au moment où l'Europe s'interroge sur son destin, sur son avenir, sur ses politiques. Nous devons aussi avoir cette perspective avec la contribution climat-énergie, avec également le souci à l'échelle de l'Europe de définir des politiques communes en matière d'efficacité ou de diversification énergétiques. Chacun des pays européens n'a pas fait le même choix. Nous, nous avons une part élevée de nucléaire, d'autres sont en train d'en sortir. Mais nous avons les mêmes objectifs, la lutte contre le réchauffement climatique, l'indépendance énergétique, la montée des énergies renouvelables. Voilà un bel enjeu pour l'Europe quand elle se pose des questions sur sa propre cohésion. La première

est monétaire, économique, mais celle sur l'environnement n'est pas moins exigeante.

Au-delà de l'Europe, l'enjeu est bien sûr mondial. Aucun habitant de la planète, le plus démuné comme le plus défavorisé, ne peut s'exonérer de sa responsabilité. Ce n'est certes pas la même lorsqu'on vit dans un pays développé, où l'on a une responsabilité encore plus grande, à la fois par rapport à notre propre destin de pays dit « riche », mais aussi par rapport à la solidarité que l'on doit à l'égard des plus pauvres. Et même dans les pays émergents, il y a aussi une responsabilité à prendre en compte dans la manière de bâtir une nouvelle croissance, dans la façon d'utiliser les ressources naturelles. C'est vrai que nous n'avons pas de leçons à donner. Nous avons épuisé ces ressources naturelles sans réfléchir à ce que pourraient faire d'autres pays au moment où ils acquerraient aussi les technologies qui sont les nôtres. Mais en même temps, nous devons avoir une solidarité à l'égard de l'ensemble des générations futures.

Je le redirai à Rio, il y a une urgence environnementale, et face à elle, nous avons une obligation de réussite. Quels sont nos objectifs pour cette Conférence de Rio ? J'en suggère trois, si nous voulons les atteindre.

Le premier objectif, c'est un accès plus équitable, plus universel aux énergies renouvelables. La proposition « Energie durable pour tous » du Secrétaire général des Nations Unies offre à cet égard des perspectives intéressantes et sur lesquelles nous devons avoir des engagements.

Le deuxième objectif, c'est la sécurité alimentaire, qui passe par une agriculture durable, par une façon plus responsable de cultiver la terre, de l'entretenir, de la respecter, ce qui suppose aussi de préserver les terres arables des pays du Sud et d'éviter qu'elles puissent être rachetées, comme elles le sont actuellement, pour des raisons qui ne sont pas simplement celles de l'alimentation d'aujourd'hui.

Le troisième objectif, c'est le soutien à l'économie verte, à toutes les formes d'économie, également à ce que l'on appelle l'économie sociale et solidaire, qui fera du développement durable une politique à la fois de création d'activités, d'emplois mais également d'équilibre des territoires.

Pour réussir Rio, il faut donc des objectifs - j'en ai fixé trois – mais il convient également de poser de nouveaux indicateurs. Vous savez bien que ce débat n'est pas nouveau. Il date du début des années 70, où l'on s'interrogeait sur la bonne façon de mesurer la croissance. Avons-nous suffisamment progressé ? Oui, si l'on en juge par la qualité des travaux qui ont été menés sur les indicateurs de développement et en même temps, nous continuons à raisonner en France comme partout ailleurs avec les mêmes paramètres et notamment celui du PIB.

Nous avons aujourd'hui un grand débat pour savoir si nous allons faire 0,1 ou 0,2% de croissance pour le deuxième trimestre de cette année. Il est à craindre que nous fassions d'ailleurs assez peu, et en même temps, est-ce le seul indicateur que nous devons avoir à l'esprit, y compris même par rapport à la création d'emplois ou au pouvoir d'achat ?

Rio+20 doit donc rappeler une nouvelle fois que pour gouverner, gouverner nos pays, nous avons besoin de références, nous avons besoin d'indicateurs, de paramètres, qui nous disent si nous progressons ou si nous déclinons. Ces paramètres, ces indicateurs, doivent intégrer la qualité de l'environnement, l'efficacité des politiques sociales, les inégalités.

Pour réussir Rio, il faut aussi des moyens. Nous devons avancer sur la mise en œuvre de financements innovants. La grande question qui sera posée, et pas simplement à Rio, c'est de savoir si nous pouvons lever des recettes nouvelles. C'est la question fiscale, qui n'est pas facile car il y a des limites à tout prélèvement, et c'est aussi de savoir comment nous pouvons mobiliser l'épargne. Il y a en effet un niveau élevé d'épargne en France. C'est d'ailleurs un de nos atouts, avec la démographie, et nous devons faire en sorte que cette épargne puisse être affectée vers des causes utiles, comme le financement de l'économie, des PME notamment, mais également de l'innovation, du développement durable. C'est pourquoi je souhaite qu'il y ait une évolution de ce que l'on appelle l'épargne réglementée, et que nous puissions lever une épargne nouvelle à travers un certain nombre de livrets, à condition que nous soyons sûrs que cette épargne sera dirigée vers les objectifs que nous aurons fixés.

Pour réussir Rio, il faut aussi des instruments de pilotage. Ce sera toute la question de l'Organisation mondiale de l'environnement. Serons-nous capables à Rio+20 d'aller jusqu'au bout de notre intention initiale ? Celle qui avait voulu qu'à côté de l'Organisation Internationale du Travail, de l'Organisation Mondiale du Commerce, puisse exister une Organisation mondiale de l'environnement, c'est-à-dire une Agence spécialisée de l'ONU, qui regrouperait les conventions et les ressources existantes dans une seule organisation, et qui pourrait donc avoir la force, la capacité, de mobiliser et d'engager de nouvelles discussions sur les avancées indispensables ?

Cette Agence spécialisée de l'ONU pourrait être basée à Nairobi, comme le PNUE. Ce serait la reconnaissance pour l'Afrique de l'enjeu majeur qu'est la prise en compte de la diversité et de la richesse environnementale, dont elle est finalement le plus beau symbole.

Voilà ce que j'étais venu vous dire au début de vos travaux, de vos débats, qui nous seront utiles. Car Rio va être difficile.

Nous savons qu'il y a des risques, le risque de paroles prononcées et qui ne se retrouveront pas dans des actes, le risque de la division entre pays développés, pays émergents, pays pauvres, le risque aussi de l'échec parce qu'il peut y avoir d'autres urgences, parce que le monde est aujourd'hui tourné vers la crise économique, la crise de la finance, inquiet aussi d'un certain nombre de conflits, celui de la Syrie, et que l'on se détournerait aisément de ce qui est pourtant l'urgence majeure, celle de l'environnement.

L'échec aussi peut être le produit d'une forme de désinvolture, d'indifférence, de légèreté, la tentation commode d'ignorer les périls, qui pourtant sont là. Il y a une crise de la biosphère. Tous les rapports – je parle des rapports les plus scientifiques, les plus incontestables, confirment qu'avec la montée des émissions de CO², il y a toutes les conditions non pas simplement d'un changement climatique, mais d'un bouleversement climatique, d'une modification de la chimie des océans, d'une remise en cause de la diversité des espèces. Oui, tous les signaux d'alarmes ont été prononcés, et nous devons les écouter.

L'histoire des grandes rencontres internationales consacrées à l'environnement est faite de rendez-vous réussis. Rio 92 a été un sommet qui a permis d'engager de grandes discussions, et qui a engendré les conventions internationales sur le climat, la biodiversité, la forêt, la désertification, qui permettent de faire avancer le droit. Il y a eu aussi la réussite de Kyoto en 1997, et des discours qui ont été prononcés à Johannesburg en 2002.

Les Présidents de la République successivement en France se sont engagés, et au-delà des sensibilités politiques, je veux ici reconnaître la force du discours qui avait été prononcé par François MITTERRAND, c'était à Rio, par Jacques CHIRAC, c'était à Johannesburg, et puis Nicolas SARKOZY a fait pendant son quinquennat le Grenelle de l'environnement. Il y a eu à chaque fois des progrès. Ils sont insuffisants, car il faut aussi qu'il y ait cette volonté politique. Mais la volonté politique, aussi forte, déterminée soit-elle, n'est rien s'il n'y a pas la mobilisation citoyenne. Donc à Rio, c'est cette conjugaison qui fera le succès ou l'échec, la volonté politique et la mobilisation citoyenne.

Je m'emploierai de mon côté, avec la responsabilité qui est la mienne, à créer les conditions de cette prise de conscience, de cette exigence environnementale, mais je veux ici vous assurer, puisque vous vous êtes mobilisés, que la France est consciente de sa responsabilité mondiale, qu'elle veut la réussite de Rio et qu'elle s'engagera sur les cinq prochaines années à être un pays non pas éclairé, non pas un pays moralisateur, mais un pays acteur de ce choix

environnemental qui est majeur pour notre pays, pour notre continent et pour le monde.

Merci.